



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

jpr/yl/934

## **Arrêté du 16 novembre 2023 portant mise en demeure à la société UNION INVESTMENT REAL ESTATE de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Ensisheim**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

**VU** l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, notamment les points 1.4, 12 et 13 de l'annexe II ;

**VU** le rapport du 8 septembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 11 juillet 2023 et de l'examen des documents associés l'inspection a pu constater :

- l'incapacité de l'exploitant à accéder par tout temps aux états des matières stockées et aux plans des zones de stockage utilisés pour réaliser les états des matières stockées, en non-conformité aux dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- l'absence de définition au préalable de lieux et de moyens, par lesquels le Préfet, l'inspection des installations classées, les services d'incendie, de secours et les autorités sanitaires pourraient se procurer cet état des matières stockées en cas d'accident ou d'incendie, en non-conformité aux dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- l'absence de justification de l'adéquation entre le système de détection incendie et les matières stockées dans l'entrepôt A, en non-conformité aux dispositions du point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- l'absence d'un système de détection incendie dans les bureaux de l'entrepôt B, en non-conformité aux dispositions du point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

- l'absence d'extincteurs mobiles au sein des cellules de l'entrepôt A, en non-conformité aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- l'absence de justification, de la bonne installation et du bon dimensionnement du système d'extinction automatique par sprinklage, en non-conformité aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- la présence de non-conformités dans le compte-rendu d'entretien du système d'extinction automatique d'incendie, en non-conformité aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- l'absence de réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie depuis la mise en service de l'installation, en non-conformité aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine».*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société UNION INVESTMENT REAL ESTATE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé au 112, avenue Kleber 75116 PARIS, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées 11 avenue de l'Europe, 68190 Ensisheim.

### **Article 2**

- **Dans un délais de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4 au I.2 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

*« État des matières stockées*

*[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées[...].*

*L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.[...]*

*[...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de*

*l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance [...] »*

### **Article 3 :**

- **Dans un délai de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 12 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

#### *« Détection automatique d'incendie*

*La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. [...]*

*Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.*

*Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...] »*

### **Article 4 :**

- **Dans un délai de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 13 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

#### *« Moyens de lutte contre l'incendie*

*L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment*

- *[...] d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;*

*[...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée [...] ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés [...]*

*Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. »*

**Article 5 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 6 :**

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 7:**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 16 novembre 2023

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT